

RAPPORT ANNUEL DU
REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1976, les effectifs scolaires s'élevaient à 9.760 élèves, ce qui constitue une augmentation de plus de 300 élèves par rapport au 1er janvier 1975. L'augmentation est particulièrement sensible à Bruxelles et à Luxembourg. Elle résulte en grande partie du développement des sections de langues anglaise et danoise. Cette année encore, des demandes d'inscription ont dû être refusées à la suite du manque de locaux de certaines Ecoles.

Les Ecoles européennes de Karlsruhe et de Bergen continuent à se développer de façon satisfaisante. A Mol et à Varese, les effectifs de la population scolaire semblent s'être stabilisés.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1976

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	278	898	993	2169
Bruxelles	250	1507	1607	3364
Mol	112	408	512	1032
Varese	169	708	876	1753
Karlsruhe	73	385	392	850
Bergen	92	286	214	592
	974	4192	4594	9760

Corps enseignant au 1er janvier 1976

Luxembourg	120
Bruxelles	207
Mol	87
Varese	117
Karlsruhe	62
Bergen	<u>39</u>
	632

Le nombre des bacheliers des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1975, 308 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 283 candidats ont été reçus.

Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 2237 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces brèves indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

*

*

*

I. PROBLEMES DES LOCAUX

a) ECOLE EUROPEENNE DE LUXEMBOURG

La situation est satisfaisante dans l'ensemble grâce au nouveau complexe scolaire que le gouvernement luxembourgeois a construit au cours des dernières années.

Cependant, le nombre de salles de gymnastique est insuffisant pour répondre aux besoins de l'école, de sorte que quelques cours ont dû être supprimés. Le bâtiment de l'école primaire est déjà arrivé à la limite de la saturation et des problèmes pourraient s'y poser dès l'année prochaine, si de nouveaux dédoublements de classe étaient nécessaires.

Je suis persuadé que le gouvernement luxembourgeois, dont le Conseil supérieur a pu apprécier la générosité à maintes reprises, saura prendre les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes qui se posent ou qui pourraient se poser.

*

*

*

b) ECOLE EUROPEENNE DE BRUXELLES

Les besoins de l'Ecole européenne de Bruxelles sont loin d'être satisfaits, d'une part parce que cette école est encore en plein développement à la suite de la création des sections de langues anglaise et danoise, d'autre part parce que les pavillons de l'école primaire à Uccle sont dans un état de vétusté tel que leur remplacement devient indispensable.

Le gouvernement belge a pris des mesures pour remédier aux difficultés actuelles et je tiens à le remercier très chaleureusement pour l'aide généreuse qu'il accorde une fois de plus à l'Ecole européenne.

La 2ème tranche du complexe de Woluwé-St-Lambert est en construction et l'édification d'un bâtiment supplémentaire à Uccle devrait être en cours au moment où le Conseil supérieur sera réuni. Le problème qui se pose actuellement est un problème de dates.

Il est certain que les deux bâtiments en construction ne seront pas achevés à la rentrée des classes, mais il est indispensable que les travaux soient assez avancés pour que 10 salles de classe puissent être occupées dans chacun des nouveaux bâtiments le 1er septembre 1976. Si l'Ecole ne dispose pas de ces locaux supplémentaires, elle ne sera pas en mesure de faire face à ses obligations.

Je voudrais prier la délégation belge d'insister auprès du Ministère des Travaux Publics pour que les vingt classes dont question ci-dessus soient achevées dans les délais voulus.

*

*

*

c) ECOLE EUROPEENNE DE VARESE

L'annexe que le gouvernement italien a fait construire à Brebbia a été mise à la disposition de l'Ecole européenne de Varese. Ce nouveau bâtiment très fonctionnel est occupé par une partie de l'école primaire.

L'achèvement de ce bâtiment a non seulement aidé l'école à résoudre ses problèmes de locaux mais a également permis de réduire le trajet en autobus d'un certain nombre de jeunes enfants.

A cette occasion, je tiens à remercier très chaleureusement le gouvernement italien et sa délégation au Conseil supérieur pour les efforts qu'il a faits une nouvelle fois en faveur de l'Ecole européenne de Varese.

*

*

*

d) ECOLE EUROPEENNE DE BERGEN

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que la construction des nouveaux bâtiments de l'Ecole européenne de Bergen a commencé, de sorte que ce qui pendant longtemps n'a été qu'un

espoir est en train de devenir une réalité.

Je voudrais remercier dès à présent le gouvernement néerlandais pour la construction de la nouvelle école qui, j'en suis sûr, sera une réussite. Je sais que les Autorités néerlandaises ont fait leurs plans en étroite collaboration avec la Direction de l'Ecole et je tiens aussi à les remercier pour avoir tenu compte, dans toute la mesure du possible, de ses souhaits.

*

*

*

e) ECOLES EUROPEENNES DE MOL ET DE KARLSRUHE

Aucun problème de locaux ne se pose actuellement dans ces deux écoles.

*

*

**

II. ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Les sections anglaise et danoise créées dans les Ecoles européennes de Luxembourg et de Bruxelles, à la suite de l'élargissement des Communautés européennes, continuent à se développer à un rythme très rapide.

Pour la section anglaise, à côté des classes primaires et maternelles, se sont ouvertes les cinq premières classes secondaires. Pour la section danoise, à côté des classes maternelles et primaires qui fonctionnent à Luxembourg et à Bruxelles, un cycle secondaire s'étendant jusqu'à présent jusqu'à la 5ème classe a été ouvert à l'Ecole européenne de Bruxelles. Une proposition d'ouvrir une 1ère année secondaire danoise à Luxembourg est soumise au Conseil supérieur au cours de la présente réunion.

Le nombre d'élèves continue à augmenter de façon sensible dans les sections anglaise et danoise, comme le montrent les chiffres ci-après :

a) Section anglaise

	<u>janv.1973</u>	<u>janv.1974</u>	<u>janv.1975</u>	<u>janv.1976</u>
EE de Luxembourg	13	90	181	228
EE de Bruxelles	44	231	359	442
TOTAL	57	321	540	670

b) Section danoise

	<u>janv.1973</u>	<u>janv.1974</u>	<u>janv.1975</u>	<u>janv.1976</u>
EE de Luxembourg	-	22	39	44
EE de Bruxelles	-	37	111	153
TOTAL	-	59	150	197

Je tiens à remercier une fois de plus les gouvernements des nouveaux Etats-membres pour la diligence avec laquelle ils ont désigné les enseignants qu'ils ont détachés auprès des Ecoles européennes et pour le soin qu'ils ont mis à les choisir et, d'une façon générale, pour l'appui qu'ils ont apporté aux Directions des Ecoles européennes.

III. RAPPORTS AVEC LE PARLEMENT EUROPEEN

Au cours de sa réunion des 9 et 10 décembre 1975, le Conseil supérieur a chargé un groupe "ad hoc" présidé par M. de BRUYN d'étudier la résolution du Parlement européen sur le système des Ecoles européennes.

Ce groupe a tenu deux réunions de deux jours. Je n'aborderai pas ici le fond de la question puisqu'aussi bien celle-ci constitue un point de l'ordre du jour et le Conseil supérieur aura l'occasion d'y consacrer une discussion approfondie.

IV. PROBLEMES JURIDIQUES

a) Signature du Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes

Le 15 décembre 1975 à Luxembourg, les plénipotentiaires des neuf Etats-membres des Communautés européennes ont signé un Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes.

L'article 1er de ce Protocole additionnel permet de créer une Ecole européenne à Munich pour l'éducation et l'enseignement en commun d'enfants du personnel de l'Organisation européenne des brevets.

La signature de ce Protocole constitue un événement marquant dans la vie des Ecoles européennes. Je suis particulièrement heureux de pouvoir en informer le Conseil supérieur et j'espère que maintenant que les obstacles juridiques ont été levés, l'Ecole européenne de Munich pourra effectivement être créée. Je voudrais aussi en cette occasion constater que l'insistance que le gouvernement allemand et l'Organisation européenne des Brevets ont mise pour obtenir la création d'une Ecole européenne à Munich constitue un hommage au système des Ecoles européennes. Cela signifie que les Ecoles européennes inspirent confiance et qu'une importante organisation intergouvernementale qui va commencer ses activités attache un grand prix à disposer d'une Ecole européenne pour la scolarisation des enfants de ses agents. Voilà un aspect réjouissant qui mérite d'être mis en lumière.

b) Ratification du Protocole concernant la création d'Ecoles européennes et de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Conseil supérieur

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique m'a notifié le 30 décembre 1975 l'accomplissement en Belgique des formalités constitutionnelles requises pour l'entrée

en vigueur du Protocole concernant la création d'Ecoles européennes et de l'Accord entre le Gouvernement belge et le Conseil supérieur des Ecoles européennes.

Je suis très heureux de cette excellente nouvelle qui avait déjà été annoncée au Conseil supérieur lors de la Session de décembre 1975 par son Président, M. KNAEPEN. Si la ratification par la Belgique de ces documents de base a été tardive, à cause de certaines difficultés politiques, elle ne nous en réjouit pas moins, car elle met fin à de sérieuses difficultés de fonctionnement que les Ecoles européennes de Bruxelles et de Mol ont rencontrées au cours des dernières années.

A cette occasion, je tiens à remercier très vivement le gouvernement belge, sa délégation et tous ceux qui ont contribué - et je songe ici en particulier à la Commission et à la délégation belge au Comité administratif et financier - à cet heureux aboutissement.

c) Protocole additionnel à la Convention entre le Gouvernement italien et le Conseil supérieur concernant le fonctionnement de l'Ecole européenne de Varese

En mai 1971, le Représentant du Gouvernement italien et le Représentant du Conseil supérieur ont signé un Protocole additionnel à la Convention entre le Gouvernement italien et le Conseil supérieur pour le fonctionnement de l'Ecole européenne de Varese, conclue à Rome le 5 septembre 1963.

A la demande du Ministère des Affaires Etrangères et avec l'accord du Comité administratif et financier, le Représentant du Conseil supérieur a accepté la modification suivante des alinéas b) et d) de l'article 1^{er} du Protocole additionnel :

Ancien texte : b) Exemption de l'impôt de famille pour les revenus provenant de leur activité auprès de l'école, ainsi que de l'impôt sur la valeur locative.

c) Exemption de tout impôt direct dû à l'Etat, aux régions, aux provinces et aux communes sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés par l'école à titre de rémunération. Toutefois, le gouvernement italien se réserve le droit de tenir compte de ces rémunérations dans la détermination du taux à appliquer aux revenus provenant d'autres sources.

Ces deux alinéas ont été remplacés par l'alinéa unique suivant :

" Exemption de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés par l'école à titre de rémunération. Toutefois, le gouvernement italien se réserve le droit de tenir compte de ces rémunérations dans la détermination du taux à appliquer aux revenus provenant d'autres sources".

L'alinéa suivant à d'autre part été ajouté à l'article :

" Exemption de l'impôt de famille pour les revenus provenant de leur activité auprès de l'école, ainsi que de l'impôt sur la valeur locative, pour la période où des impôts de cette nature étaient prévus par la législation italienne".

Cette modification du texte a été rendue nécessaire à la suite d'une réforme fiscale entrée en vigueur en Italie le 1er janvier 1974. Elle est purement formelle et ne touche pas au fond du problème.

V. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

a) Tâche des membres des Conseils d'inspection et du Comité pédagogique

Les tâches du Comité pédagogique deviennent de plus en plus lourdes, parce que les problèmes dont l'étude lui est confiée sont de plus en plus nombreux.

A mon avis, il conviendrait de revoir la fréquence des réunions du Comité pédagogique et d'examiner la possibilité de prévoir un plus grand nombre de réunions qui se tiendraient à intervalles réguliers.

b) Statut du personnel enseignant

Par règlement du 17 novembre 1975, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges. Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant, les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet au 1er juillet 1975.

	Anciens coefficients (1.1.1975)	Coefficients appliqués à partir du 1.7.1975
Belgique	141,6	148,7
République Fédérale d'Allemagne	124,4	128,8
Italie	159	166,6
Grand-Duché de Luxembourg	141,6	148,7
Pays-Bas	135,8	141,9

c) Financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg

Au cours de sa réunion de décembre 1971, le Conseil supérieur a décidé d'appliquer pour le financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg les règles qui sont appliquées aux autres Ecoles européennes. Cette décision a eu pour effet d'éliminer pour l'avenir les difficultés que le Représentant du Conseil supérieur a signalées dans son Rapport de 1970.

Cependant, malgré plusieurs rappels, il reste encore un vestige de l'ancien système: un Etat-membre a encore auprès de l'Ecole européenne de Luxembourg un compte débiteur qui ne se résorbe que très lentement. Je voudrais insister pour qu'il verse le plus rapidement possible le montant qu'il doit encore et qui n'est d'ailleurs plus très élevé.

d) Critères de dédoublement des classes

Le Conseil supérieur a arrêté en 1967 des critères de dédoublement des classes dits "critères de Karlsruhe". Au cours des dernières années, les enseignants et les parents ont souvent demandé une révision de ces critères parce qu'ils estimaient qu'il n'était pas souhaitable du point de vue pédagogique d'avoir des classes comptant 30 élèves et davantage.

A la suite de ces interventions répétées, j'ai fait une enquête auprès des Etats-membres, car il me semblait qu'avant d'ouvrir le débat dans le cadre des Ecoles européennes, il importait d'être informé de la situation dans les Etats-membres.

Presque toutes les délégations m'ont communiqué les critères de dédoublement de leurs enseignements. Compte tenu des chiffres qui m'ont été communiqués, il me semble que le moment est venu d'examiner si les critères appliqués dans les Ecoles européennes ne devraient pas être revus.

C'est pourquoi, je propose au Conseil supérieur de donner mandat au Comité pédagogique et au Comité administratif et financier d'étudier le problème des critères de déboulement des classes des Ecoles européennes et de lui soumettre un rapport à ce sujet.

VI. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

a) Réforme de l'école primaire

Le Conseil supérieur a approuvé au cours des dernières années les principes de la réforme de l'école primaire.

Un groupe de travail, présidé par Monsieur l'Inspecteur général COSTERS, se réunit régulièrement pour permettre la mise en application pratique de la réforme. Le groupe a déjà fait un travail fructueux. Plusieurs de ses propositions ont été approuvées par le Conseil d'inspection.

b) Réforme de l'école secondaire

Un groupe de travail présidé par Monsieur l'Inspecteur Général DETHIER prépare une réforme de l'école secondaire. Comme le problème figure à l'ordre du jour de la réunion, le Conseil supérieur aura l'occasion de l'approfondir lors de l'examen des points B.

VII. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Les Comités de préparation, c'est-à-dire le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier, ont poursuivi leur mission qui est fondamentale dans l'organisation des Ecoles européennes et du Conseil supérieur. Ils essayent de résoudre, souvent avec succès, les problèmes de plus en plus nombreux qui leur sont soumis. L'efficacité de leur travail est illustrée par les propositions précises qu'ils sont en mesure de soumettre au Conseil supérieur lors de chacune de ses sessions.

Il faut constater que ces dernières années, un très grand nombre de réformes ont été mises en chantier dans les domaines les plus divers et souvent ces réformes ont pu aboutir grâce aux efforts des Comités de préparation.

Mais je crois que ce que j'ai écrit à ce sujet dans mon rapport de l'an dernier reste valable et je voudrais le répéter.

" Je crois cependant qu'il faut aussi constater que certaines limites ne devraient pas être franchies. Les ordres du jour des Comités pédagogiques deviennent tellement chargés qu'il ne leur est plus possible d'examiner tous les points qui leur sont soumis. Je me réjouis de constater que les choses ont bougé dans les Ecoles européennes et que le Conseil supérieur et les Conseils d'inspection ont voulu que les réformes nécessaires se réalisent.

Cependant, j'estime qu'après les multiples modifications qui ont été décidées ou qui sont en préparation, une période plus calme serait la bienvenue étant entendu qu'une certaine modération dans les changements ne doit pas être synonyme d'immobilisme. Une certaine stabilité ne paraît souhaitable pour les Ecoles et les enseignants et les élèves, afin d'éviter que ne naisse un sentiment d'insécurité qui pourrait résulter de changements ininterrompus. Une période de calme permettrait aux Ecoles d'approfondir et d'améliorer les nouveautés ..."

VIII. PROBLEMES DIVERS

a) Bulletin pédagogique

Le bulletin pédagogique paraît régulièrement. En général, 5 numéros sont publiés par année.

Même si mes appels précédents n'ont pas toujours été couronnés de succès, je voudrais inviter une nouvelle fois les enseignants à faire part au Bulletin pédagogique de leurs expériences et des résultats obtenus et aussi à prendre position sur les points de vue qui s'expriment dans les articles de leurs collègues.

b) Fonds des Publications

Le Fonds des Publications, en coédition avec la Maison Hölzel à Vienne et grâce à l'aide indispensable de l'Office Officiel des Publications des Communautés européennes, a édité en septembre dernier un Atlas européen.

A ma connaissance, cet Atlas n'a fait l'objet que de remarques élogieuses. Je voudrais particulièrement attirer l'attention du Conseil supérieur sur le succès que cet ouvrage a rencontré en dehors des Ecoles européennes. Pour la première, de nombreux exemplaires d'un livre édité par le Fonds ont été vendus en dehors des Ecoles européennes.

J'espère que toutes les Ecoles européennes utilisent effectivement cet Atlas, car il serait vraiment regrettable que tous les élèves ne bénéficient pas des efforts importants qui ont été faits pour éditer cet ouvrage.

c) Réédition des horaires et des programmes

Les horaires et les programmes des Ecoles européennes, qui n'avaient plus été publiés depuis 1963, ont été réédités en langues française, allemande et italienne.

La traduction du document vers le néerlandais progresse de façon satisfaisante. Etant donné la surcharge actuelle du secrétariat, sa publication ne pourra avoir lieu que dans le courant de l'année 1977.

J'espère pouvoir compter sur l'aide des gouvernements du Royaume-Uni et du Danemark pour la traduction des programmes vers l'anglais et le danois.

d) Réunion des Conseils interscolaires

Comme les années précédentes, je tiens à remercier les conseils interscolaires pour le travail important qu'ils accomplissent dans l'intérêt de l'ensemble des Ecoles européennes. Les représentants des différentes écoles que ces Conseils rassemblent collaborent dans de nombreux domaines au bon fonctionnement des Ecoles européennes et contribuent à renforcer la cohésion et l'unité des Ecoles européennes et des sections linguistiques.

*

*

*

Je ne voudrais pas terminer ce rapport sans dire quelques mots à l'un d'entre nous qui assiste pour la dernière fois à une réunion du Conseil supérieur.

Comme vous le savez tous, Monsieur Bernard AL, qui a été depuis 1954 un des pionniers de l'Ecole européenne de Luxembourg et qui dirige l'Ecole européenne de Mol depuis sa création en 1960, prendra sa retraite à la fin de la présente année scolaire. Pour rappeler ses mérites, je voudrais m'inspirer des paroles de Socrate dans le "Banquet" de Platon: "... on doit, dans chaque cas, dire la vérité sur ce dont on célèbre la louange et cela est à la base; puis en partant de ces vérités mêmes, on doit faire un choix des plus belles, les disposer enfin dans l'ordre le plus convenable ..." - et je suis certain que le classique qu'est resté Monsieur AL appréciera la référence à l'Antiquité.

Monsieur AL a collaboré très efficacement au démarrage du cycle secondaire de l'Ecole européenne de Luxembourg, il a contribué à la mise en place de ses structures et à la rédaction des premiers programmes harmonisés. C'est à Mol cependant qu'il a accompli sa tâche la plus importante. Partant de rien, il a su créer une véritable Ecole européenne et lui donner une impulsion personnelle. Il suffit d'aller à Mol pour constater que c'est une des Ecoles européennes qui fonctionne le mieux et pour se réjouir de l'excellent esprit qui y règne et du très bon travail qui y est accompli. Monsieur AL laisse un héritage de grande valeur à son successeur et celui-ci peut s'en féliciter. Il constatera rapidement que l'Ecole européenne de Mol est un établissement de très bonne valeur ayant déjà sa personnalité propre et ses premières traditions. Et pourtant, pour arriver à l'excellent résultat actuel, que de difficultés n'a-t-il pas fallu surmonter! Je ne veux évoquer ici que les principales: les problèmes liés à la loi linguistique belge des années 1963, les problèmes de financement de l'école qui n'ont trouvé leur solution que vers 1967-1968, les problèmes de la construction des locaux, puisqu'en 1965, la deuxième pierre des nouveaux bâtiments n'était pas posée.

Pour sa compétence, son sens du devoir, son honnêteté et sa loyauté et pour l'éducation que l'Ecole qu'il dirige a donnée à de nombreux jeunes, je voudrais dire à Monsieur AL au nom du Conseil supérieur et au mien un grand, un très grand merci.

*

*

*

Arrivé au terme de ce rapport, je tiens bien entendu à exprimer mes très vifs remerciements à tous ceux qui ont contribué et contribuent au bon fonctionnement des Ecoles européennes.

Même si de tels remerciements figurent chaque année dans mon rapport, ils n'en sont pas moins chaleureux et sincères. La force de l'habitude n'altère nullement leur signification. J'ai déjà eu l'occasion de citer les Comités préparatoires et les Conseils interscolaires auxquels je réitère mes remerciements. Ceux-ci vont tout particulièrement aux Directeurs qui ont une tâche très difficile et délicate et qui doivent chaque jour régler les nombreux problèmes qui se posent dans chacune des Ecoles; je tiens évidemment à remercier les enseignants qui sont en première ligne et qui ont la responsabilité directe de l'éducation et de la formation des jeunes gens et des jeunes filles qui leur sont confiés; j'adresse aussi des remerciements très cordiaux aux Associations de parents d'élèves, qui apportent toujours une collaboration franche et constructive aux Ecoles européennes et au Comité du personnel dont les initiatives positives constituent un des soutiens les plus importants du développement harmonieux des Ecoles européennes. Et enfin, ma gratitude va au Conseil supérieur lui-même qui veille au bon fonctionnement des Ecoles européennes et à la qualité de leur travail.

H. LEVARLET.

*

*

*